



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Arrêté du 24 MAI 2024 mettant en demeure la société **LECUREUR SILO** de se conformer aux prescriptions édictées en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement pour son établissement implanté au **VAL-DE-LA-HAYE (76380)**

**Le Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.171-8 et L.511-1 ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;
- Vu l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 24 avril 2013 réglementant les activités de l'établissement de la société **LECUREUR SILO** implanté sur la commune du **VAL-DE-LA-HAYE** ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 24-010 du 14 février 2024 portant délégation de signature à Mme Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées suite à la visite du site de l'établissement de la société **LECUREUR SILO** du 18 janvier 2022 ;
- Vu le courrier du préfet de la Seine-Maritime adressé à la société **LECUREUR SILO** daté du 7 mars 2024 ;
- Vu les plaintes émises par les riverains du silo de la société **LECUREUR SILO** au **VAL-DE-LA-HAYE**, illustrées de vidéos communiquées à l'inspection des installations classées par courriers électroniques des 17 octobre 2023, 9 janvier et 25 mars 2024 ;
- Vu les courriers électroniques de la société **SENALIA** du 27 mars 2024 adressés à l'inspection des installations classées ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées suite à la visite sur le site de l'établissement de la société **LECUREUR SILO** du 26 mars 2024 et transmis à l'exploitant par courrier électrique le 29 mars 2024 ;
- Vu les observations de l'exploitant communiquées par courrier le 23 avril 2024 ;

CONSIDÉRANT :

que les installations de la société LECUREUR SILO au VAL-DE-LA-HAYE sont à l'origine d'émissions de poussières non canalisées, survenant notamment lors du chargement de céréales à bord des navires à l'aide du portique de chargement ;

que les poussières ainsi émises induisent des nuisances avérées pour les riverains, portant atteinte à la commodité du voisinage au sens de l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

qu'un riverain du site a adressé une plainte à l'inspection des installations classées le 17 octobre 2023, par courrier électronique susvisé, accompagnée d'une vidéo des nuisances subies, tournée le jour-même à 19h31, montrant un chargement de navire, de nuit, au silo LECUREUR, avec un panache de poussières visible au droit du navire dans un halo de lumière, ainsi que des poussières en suspension dans l'environnement et des retombées chez les riverains ;

que le maire du VAL-DE-LA-HAYE s'est rendu sur site le soir-même et a rencontré l'exploitant qui a alors indiqué que les émissions de poussières étaient liées à une erreur humaine dans la conduite de l'arrimeur-projeteur, et qu'un rappel des bonnes pratiques de chargement a été fait, permettant dans l'instant de rectifier la situation, faits rappelés lors de la réunion de la commission de suivi de sites « Silos » en préfecture de la Seine-Maritime le 16 février 2024 ;

qu'une seconde vidéo montrant à nouveau un chargement avec émissions de poussières a été filmée par un riverain du silo le 9 janvier 2024 à 21h23, et adressée le jour-même à l'inspection des installations classées par courrier électronique susvisé, et retransmise à l'exploitant par courrier électronique du 10 janvier 2024 ;

que la part de responsabilité du « facteur humain » dans la survenue des émissions de poussières au chargement des navires ainsi que la possibilité de résorber rapidement les nuisances ont été évoquées lors de la réunion de la commission de suivi des sites « Silos » en préfecture de la Seine-Maritime le 16 février 2024 ;

que le préfet de la Seine-Maritime a demandé à l'exploitant, par courrier du 7 mars 2024 susvisé, de faire respecter les bonnes pratiques de chargement afin de garantir la commodité du voisinage, au sens de l'article L.511-1 du code de l'environnement, rappelant que le facteur humain joue un rôle prépondérant dans la maîtrise des émissions de poussières – et donc dans des nuisances associées – notamment par le choix de la vitesse de chargement et la conduite de l'arrimeur-projeteur lors des finitions de cale ;

qu'il est rappelé que cette demande a déjà été formulée par l'inspection des installations classées, notamment suite au contrôle inopiné du 18 janvier 2022 ;

qu'un riverain a adressé une nouvelle plainte à l'inspection des installations classées le 25 mars 2024, accompagnée d'une troisième vidéo tournée le 25 mars 2024 à 20h56 montrant des nuisances subies, et similaire aux vidéos des plaintes des 17 octobre 2023 et 9 janvier 2024 ;

qu'à l'occasion de la visite du 26 mars 2024, l'inspection des installations classées a constaté les faits suivants, constituant des manquements aux dispositions de l'article 3 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 24 avril 2013 susvisé :

- l'arrimeur a été utilisé le 25 mars 2024 pour une opération de chargement qui n'était pas une opération de finition de cale ;
- la procédure d'utilisation de l'arrimeur rédigée par l'exploitant ne décrit pas explicitement les différents modes d'utilisation de l'arrimeur-projeteur, qui ne doit être utilisé qu'en finition de cale ;
- le prestataire responsable des opérations de chargement pour le compte de la société LECUREUR SILO ne dispose pas de la dernière version en vigueur de la procédure d'utilisation de l'arrimeur ;
- l'exploitant n'a pas été en mesure d'attester que deux des opérateurs intervenus entre le 23 et le 26 mars 2024, lors du chargement du navire, ont bien reçu la formation relative au respect de la procédure d'utilisation de l'arrimeur ;

que ces constats constituent des non-conformités vis-à-vis des dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 24 avril 2013 susvisé ;

que ces non-conformités engendrent des nuisances portant atteinte à la commodité du voisinage au sens de l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

que dans son courrier du 23 avril 2024, l'exploitant avance que l'utilisation du dégueuloir est génératrice d'envols de poussières plus importants que dans la configuration d'utilisation de l'arrimeur-projeteur sans mise en marche électrique du tapis (mode PV « petite vitesse »), sans apporter de justification de point, et que l'exploitant n'a jamais sollicité l'inspection en vue d'obtenir une modification de son arrêté préfectoral pour permettre ce type d'utilisation ;

que dans son courrier du 23 avril 2024, l'exploitant atteste que les trois conducteurs de portiques présents le 25 mars 2024 ont pris connaissance de la consigne d'utilisation de l'arrimeur-projeteur. Or, cette consigne ne mentionne pas les deux modes d'utilisation de l'arrimeur-projeteur et il demeure que, selon le registre consulté et la feuille d'émargement de la formation sur l'utilisation de l'arrimeur-projeteur, 2 opérateurs ayant participé au chargement du navire du 23 au 26 mars 2024 n'ont pas suivi la formation ;

que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société LECUREUR SILO de respecter les dispositions et prescriptions réglementaires applicables ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société LECUREUR SILO, dont le siège social est situé 27, rue Jean-Jacques Rousseau 75001 PARIS, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 24 avril 2013 pour son établissement implanté au VAL-DE-LA-HAYE - 76380 (SIRET 842 832 719 00020) avant le 30 juin 2024.

Cette prescription est réputée satisfaite si la société LECUREUR SILO :

- met en œuvre les dispositions techniques et organisationnelles interdisant l'utilisation de l'arrimeur-projeteur en dehors des opérations de finition de cale ;
- rédige des consignes d'utilisation de l'arrimeur-projeteur décrivant explicitement ses différents modes d'utilisation et uniquement en finition de cale ;
- s'assure que ces consignes sont connues de l'ensemble des opérateurs réalisant les opérations de chargement (les justificatifs attestant la formation des opérateurs sont communiqués à l'inspection des installations classées).

Article 2

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions du L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de deux mois pour les tiers à compter de la date de publication (article R.421-1 du code de justice administrative).

Conformément aux dispositions de l'article R.414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

Article 4

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de deux mois. Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie du VAL-DE-LA-HAYE pendant une durée minimum d'un mois.

Article 5

La secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime, le maire de la commune du VAL-DE-LA-HAYE, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, le directeur général de l'agence régionale de santé de Normandie, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société LECUREUR SILO.

Fait à ROUEN, le **24 MAI 2024**

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation,
la Secrétaire Générale



Béatrice STEFFAN